

Unité départementale de la Moselle  
4, rue François de Guise - CS 50551  
57009 Metz Cedex 01  
Tél : 03 54 44 02 80  
[ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr](mailto:ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr)

Metz, le 18 janvier 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/12/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SYDEME METHAVALOR**

1 rue Jacques Callot  
57600 Morsbach

Références : MORSBACH\_SYDEME-METHAVALOR\_2024-01-18\_RAPVI\_MChK\_25868.odt  
Code AIOT : 0006207916

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18 décembre 2023 dans l'établissement SYDEME METHAVALOR implanté Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach. L'inspection a été annoncée le 22 novembre 2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SYDEME METHAVALOR
- Z.A Jacques Callot 57600 Morsbach
- Code AIOT : 0006207916
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le Syndicat Mixte de Transport et de Traitement des déchets ménagers de Moselle Est (SYDEME) est autorisé à exploiter une unité de méthanisation de biodéchets sur la commune de Morsbach par arrêté préfectoral modifié n° 2009-DDED/IC-171 du 18 août 2009.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Risques accidentels ;
- Rejets aqueux.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	VLE eaux pluviales de voiries	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.10	/	Sans objet

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 5.2	Sans objet
2	Isolement avec le milieu	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 5.5	Sans objet
4	Eaux pluviales de toiture	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.11	Sans objet
5	Eaux d'extinction incendie	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.13	Sans objet
6	Relevé	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 3.3	Sans objet
7	Approvisionnement en Eau	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 3.1	Sans objet
8	Mesure de protection contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 40	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a porté sur les rejets aqueux et les risques accidentels, notamment :

- les moyens de lutte contre l'incendie ;
- Les dispositifs de rétention.

La visite d'inspection n'a pas relevé de non-conformités aux dispositions contrôlées.

Cependant il est rappelé à l'exploitant de transmettre les résultats des analyses d'eaux pluviales effectuées à la sortie du débourbeur - séparateur hydrocarbures, dès réception leur réception, à l'inspection des installations des classées.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Plan des réseaux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 5.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'Inspection des Installations Classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;</li> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;</li> <li>- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu)</li> <li>- les différents points de contrôle ou de regard, jusqu'aux points de rejet qui sont en nombre aussi réduit que possible.</li> </ul> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le jour de la visite, l'exploitant a présenté à l'inspection un plan du réseau de gestion des effluents mis à jour à la date du 1<sup>er</sup> octobre 2023.</p> <p>Ce plan du réseau de gestion des effluents fait apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;</li> <li>- le dispositif de protection permettant un isolement avec la distribution de l'alimentation en eau ;</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>- les secteurs collectés et les réseaux associés ;</li> <li>- les vannes ;</li> <li>- les compteurs ;</li> <li>- la cuve débourbeur/séparateur à hydrocarbures ;</li> <li>- les bassins de rétention</li> <li>- les points de contrôle ;</li> <li>- les points de rejet.</li> </ul>
<p><b>Observation :</b> A titre d'information, les eaux pluviales de voiries transitent vers le bassin de rétention et sont traitées dans une cuve débourbeur/séparateur hydrocarbures avant le rejet vers le milieu naturel, dans le « Morsbach ». Les eaux pluviales de toiture quant à elles sont dirigées vers une réserve d'eau de 250 m<sup>3</sup>, afin de couvrir les besoins en eau de process, et le surplus d'eaux pluviales de toitures est dirigé vers le bassin de rétention.</p> <p>Les eaux sanitaires sont quant à elles orientées vers le réseau d'eaux usées urbain.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Isolement avec le milieu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 5.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, dispositif d'isolement</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une vanne à la sortie du bassin de rétention permet l'isolement des eaux issues du réseau d'assainissement par rapport au milieu naturel, les installations disposent également d'un dispositif de protection permettant un isolement du réseau d'eau usée sanitaire vers le réseau urbain.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il actionne et vérifie l'état de fonctionnement de ces dispositifs deux fois par an. Il a par ailleurs présenté le registre de maintenance sur lequel est reportée cette action d'entretien préventif aux dates du 20 janvier 2023 et 17 juillet 2023.</p> <p>L'exploitant a également fourni les consignes d'entretien ainsi que la consigne de mise en fonctionnement. Celle-ci n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne d'isolement du réseau d'eau pluviale est actionnable manuellement et qu'elle est maintenue en bon état de marche.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 3 : VLE eaux pluviales de voiries

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.10</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales de voiries</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les eaux pluviales, issues du ruissellement des voiries, seront collectées par le réseau séparatif et envoyées gravitairement dans un bassin de rétention des eaux pluviales d'un volume de 570 m<sup>3</sup>. Les eaux pluviales ainsi écrêtées, transiteront dans un débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, avant rejet vers le Morsbach, canalisé via un poste de refoulement.</p> <p>Le débit de fuite est limité à 10 l/s.</p> <p>Ces eaux pluviales devront respecter, après traitement par le débourbeur-séparateur d'hydrocarbures, les valeurs limites suivantes :</p> <p>MES : 100 mg/l si le flux journalier max &lt; 15 kg/j ; 35 mg/l au-delà  DBO5 : 100 mg/l si le flux journalier max &lt; 30 kg/j ; 30 mg/l au-delà  DCO : 300 mg/l si le flux journalier max &lt; 100 kg/j ; 125 mg/l au-delà  Hydrocarbures totaux : 10 mg/l si le rejet dépasse 100 g/j.</p>

L'exploitant fera réaliser annuellement, par un organisme agréé par le Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement Durable et de l'Aménagement du Territoire, un contrôle de ces rejets. Les résultats seront transmis à l'Inspection des Installations Classées dès réception.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Les eaux pluviales issues du ruissellement des voiries sont collectées par le réseau séparatif et envoyées gravitairement dans un bassin de rétention des eaux pluviales d'un volume de 575 m<sup>3</sup>, avant de transiter dans une cuve déboureur-séparateur d'hydrocarbures, et avant rejet dans le ruisseau de "Morsbach".</p> <p>L'exploitant a présenté une analyse des eaux pluviales, effectuée à la sortie du déboureur-séparateur d'hydrocarbures, et réalisée par un organisme agréé en date du 7 novembre 2023. L'inspection a constaté que les résultats respectent les valeurs limites d'émission définies par l'article 6.10 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 18 août 2009 susmentionné.</p> <p>Ces résultats ont été présentés lors de la visite d'inspection, cependant ils n'ont pas été transmis à l'inspection des installations classées.</p> <p>Il est rappelé à l'exploitant de transmettre les résultats d'analyses d'eaux pluviales effectuées à la sortie du déboureur - séparateur hydrocarbures, dès réception à l'inspection des installations des classées.</p>
<p><b>Observations :</b></p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection des installations classées son intention de déposer un porter à connaissance pour modifier le traitement des eaux pluviales de voiries. Ce dernier souhaite diriger les eaux pluviales susceptibles d'être polluées vers la STEP de Veolia située à Forbach plutôt qu'un rejet dans le milieu naturel du ruisseau de "Morsbach". L'inspection rappelle à l'exploitant que ce porter à connaissance doit être déposé avant toute réalisation à la préfecture de la Moselle, avec l'ensemble des éléments d'appréciation nécessaires, conformément à l'article R. 181-46 du code de l'environnement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suite

#### N° 4 : Eaux pluviales de toiture

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.11
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales de toiture
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de limiter la consommation en eau potable, les eaux pluviales de toiture collectées serviront en partie à couvrir les besoins en eau de process. Pour ce faire, une réserve d'eau pluviale de 250 m<sup>3</sup> est aménagée. Ces eaux pluviales rempliront donc prioritairement cette réserve, avant de surverser dans le bassin de rétention de 350 m<sup>3</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le plan de gestion des effluents fourni par l'exploitant lors de l'inspection indique que les eaux pluviales de toitures sont dirigées vers un bassin de réserve des eaux pluviales d'un volume de 250 m<sup>3</sup>. Le trop-plein de ce bassin de réserve d'eaux pluviales est surversé dans le bassin de rétention d'un volume de 575 m<sup>3</sup>.</p> <p>En outre, l'exploitant a également présenté à l'inspection des installations classées les feuilles de calcul justifiant le volume des bassins.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 5 : Eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 6.13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, bassin de rétention
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>En cas d'incendie, les eaux d'extinction devront pouvoir être confinées sur le site, dans un bassin de 560 m<sup>3</sup>, jusqu'à reprise par pompage et traitement, après analyse déterminant leur potentiel polluant. Pour ce faire, l'exploitant devra pouvoir isoler le réseau d'eaux pluviales de voiries et de toiture par obturation du rejet dans le réseau public.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>D'après le plan de gestion des effluents fourni par l'exploitant, les eaux d'extinction incendie recueillies sur la voirie, sont dirigées et retenues dans un bassin de confinement par fermeture</p>

<p>manuelle d'une vanne d'obturation située à la sortie du bassin de rétention et permettant l'isolement des eaux avec le milieu naturel.</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que la vanne est actionnable manuellement et qu'elle est maintenue en bon état de marche.</p> <p>L'exploitant a présenté la feuille de calcul de ce bassin d'un volume total de 575 m<sup>3</sup>.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Relevé

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 3.3 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Autre, consommation eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations de prélèvement d'eau doivent être munies d'un dispositif de mesure totaliseur. L'exploitant établit un bilan annuel des utilisations d'eau à partir des relevés réguliers de ses consommations. Ces données sont portées sur un registre tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que l'installation dispose d'un compteur permettant de mesurer la consommation en eau de l'installation. L'exploitant a présenté son registre de relevé de ses consommations d'eau mises à jour mensuellement.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Approvisionnement en Eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 3.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, consommation eau
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'eau utilisée dans l'établissement provient du réseau public de distribution d'eau potable de la collectivité. La consommation d'eau annuelle n'excèdera pas 9 360 m<sup>3</sup> (hors essai du matériel incendie) à raison de 30 m<sup>3</sup>/j.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Pendant l'inspection, l'exploitant a présenté son registre de relevés mensuels de sa consommation d'eau ainsi que les factures du distributeur d'eau attestant les volumes d'eau consommés. Ces documents ont permis de justifier d'une consommation totale de 8 813 m<sup>3</sup> pour l'année 2022 et de 7 198 m<sup>3</sup> au 18 décembre pour l'année 2023.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 8 : Mesure de protection contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/08/2009, article 40 (partiel)
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. [...]</li> <li>- des Robinets d'Incendie Armés disposés de telle sorte, que chaque point des locaux puisse être atteint par le jet d'au moins 2 lances ;</li> <li>- 3 poteaux incendie répartis autour du site et délivrant chacun 60 m<sup>3</sup>/h.</li> </ul> <p>Ces matériels doivent être tenus en bon état de fonctionnement, repérés et facilement accessibles. Ils sont vérifiés au moins une fois par an. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement est doté de moyens de secours contre l'incendie, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• de 55 extincteurs ;</li> <li>• de 12 Robinets d'Incendie Armés (RIA) ;</li> <li>• de 3 poteaux incendie répartis autour du site.</li> </ul>

L'exploitant a fourni à l'inspection un plan de répartition des moyens incendie en indiquant notamment les zones de risques spécifiques telles que les zones à risque incendie et explosion.

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé, par sondage, les extincteurs. Les extincteurs contrôlés sont situés à proximité des dégagements, tenus en bon état de fonctionnement, repérés et facilement accessibles.

Concernant les RIA, l'exploitant a présenté un plan permettant de justifier que l'ensemble des locaux de l'établissement peuvent être atteints par le jet d'au moins 2 lances.

L'exploitant a également présenté le rapport de contrôle des extincteurs, des RIA et des poteaux incendie du 20 décembre 2022. Ce rapport indique que les poteaux incendie délivrent respectivement 156 m<sup>3</sup>/h, 129 m<sup>3</sup>/h et 144 m<sup>3</sup>/h.

**Type de suites proposées :** Sans suite